



L'AGENCE FRANCE TRÉSOR a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité

HTTP://WWW.AFT.GOUV.FR • BLOOMBERG TRESOR • REUTERS TRESOR

1

2

4

6

7

8

BULLETIN MENSUEL

Donnée générales sur la dette Marché primaire Marché secondaire Tribune libre Économie française Comparaisons internationales Dette négociable de l'État

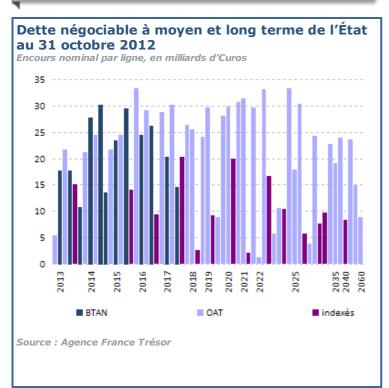
Liberté • Égalisé • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

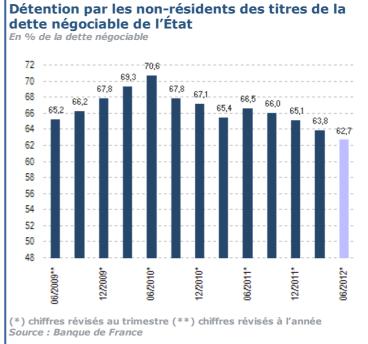
HICKETTS OF PERSONS

Directeur de publication : Philippe Mills **Rédaction :** Agence France Trésor **Disponible :** en français et en anglais

N° 270 Novembre 2012

Donnée générales sur la dette





				BTF			BTAN / OAT indexés	OAT
Déc. 2012	date d'adjudication	3	10	17	24	31		6
	date de règlement	6	13	20	27	3-janv		11
Janv. 201 3	date d'adjudication	7	14	21	28		17	3
	date de règlement	10	17	24	31		22	8





L'AFT renouvelle les 20 spécialistes en valeurs du Trésor

Les vingt spécialistes en valeurs du Trésor (SVT), partenaires et contreparties de l'AFT pour l'ensemble de ses activités sur les marchés, ont vu leur mandat renouvelé pour 3 ans le 19 novembre par le Ministre de l'Économie et des Finances, sur recommandation du Directeur général du Trésor et d'un comité de sélection. Ont ainsi été reconduits Bank of America-Merrill Lynch, Barclays Capital, BNP Paribas, Crédit Agricole, Citigroup, Commerzbank, Crédit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JP Morgan, Morgan Stanley, Natixis, Nomura, Royal Bank of Canada, Royal Bank of Scotland, Santander, Scotiabank, Société Générale et UBS.

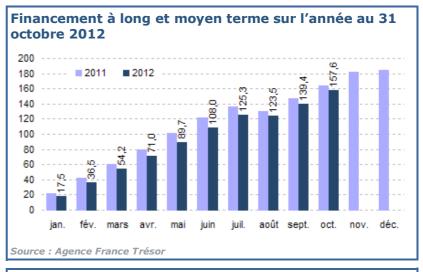
Etre nommé SVT autorise les établissements bancaires à participer aux adjudications de dette d'Etat, qu'ils distribuent ensuite auprès des investisseurs. Ils permettent aussi d'assurer la liquidité des valeurs du Trésor sur le marché secondaire. Ils ont également pour mission de conseiller et assister l'AFT sur sa politique d'émission et de gestion de la dette, et plus généralement sur toute question intéressant le bon fonctionnement des marchés de la dette souveraine.

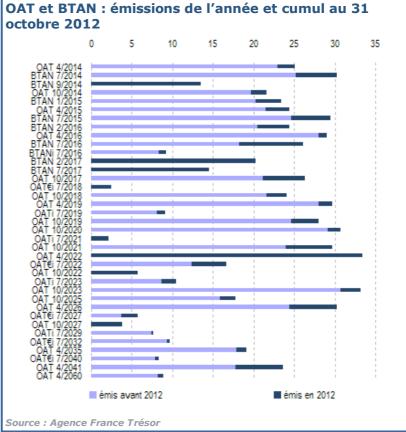
Les SVT s'engagent à respecter un cadre d'exercice spécifique en signant une « charte SVT » qui existe depuis 2003 et a été revue en 2006, en 2009 et cette année. Celle-ci définit les relations entre l'AFT et les SVT et précise notamment les engagements de ceux-ci : moyens et organisations mis en œuvre, engagements sur le marché primaire et animation du marché secondaire (parts de marché minimales, présence sur les différents segments de la dette, etc.), information et conseil de l'AFT. Ainsi, une confiance s'instaure entre l'AFT et les SVT qui s'engagent à lui fournir les services précisés par la charte. La charte précise également les critères de l'évaluation des services rendus par les SVT, qui est conduite chaque année par l'AFT. Sur ce point, depuis 1999, l'Agence France Trésor publie chaque début d'année le palmarès des SVT. L'évaluation de l'activité des SVT prend en compte l'ensemble de leurs missions : la participation aux adjudications, la présence sur le marché secondaire, les aspects qualitatifs de la relation (qualité opérationnelle, qualité du conseil, proximité et stabilité de la relation avec l'AFT).

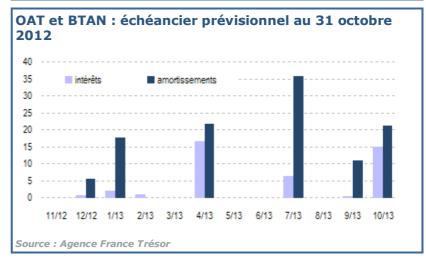
La reconduction des vingt banques actuellement SVT, et leur diversité, reflètent l'attrait soutenu de la qualité de SVT. Le nombre de SVT a régulièrement augmenté par rapport aux treize SVT sélectionnés pour les première fois en 1987, quels que soient le contexte macroéconomique et l'environnement de marché, et ce malgré les évolutions rapides du secteur bancaire en France comme dans le monde. Aujourd'hui, les 20 SVT rassemblent des acteurs variés : grandes banques de réseau, établissements spécialisés, institutions d'origine française et étrangère - 12 banques européennes (dont 4 banques françaises), 7 banques nord-américaines et une banque japonaise.

Lorsque l'AFT reçoit des marques d'intérêt d'une banque pour devenir SVT, le comité de sélection peut se réunir pour examiner cette candidature et le respect des conditions de moyens et de qualité du plan d'affaires pour développer la présence sur la dette souveraine française. Depuis la sélection de 2009, trois banques avaient ainsi rejoint le groupe des SVT en cours de la période de mandat.

Marché primaire











Adjudications d'OAT et de BTAN — Octobre 2012 En millions d'€uros

	OAT 6 ans	OAT 10 ans	OAT 30 ans	BTAN 2 ans	BTAN 3 ans	BTAN 4 ans	BTAN 5 ans	OATi 10 ans
	25/10/2018	25/10/2022	25/04/2041	25/09/2014	12/07/2015	25/07/2016	25/07/2017	25/07/2021
	4,25%	2,25%	4,50%	0,75%	2,00%	2,50%	1,00%	0,10%
Date d'adjudication	04/10/2012	04/10/2012	04/10/2012	18/10/2012	18/10/2012	18/10/2012	18/10/2012	18/10/2012
Date de règlement	09/10/2012	09/10/2012	09/10/2012	23/10/2012	23/10/2012	23/10/2012	23/10/2012	23/10/2012
Volume annoncé*	<7 000 8 000>			<7 000 8 000>				<1 500 2 500>
Volume demandé*	5 280	10 342	4 185	4 740	4 985	3 055	8 740	3 580
Volume adjugé*	1 381	4 805	1 785	1 003	1 445	795	4 722	2 095
ONC après adjudication	86	887	508	0	7	123	1368	0
Volume total émis*	1 467	5 692	2 293	1 003	1 452	918	6 090	2 095
Taux de couverture	3,82	2,15	2,34	4,73	3,45	3,84	1,85	1,71
Prix moyen pondéré	117,10%	99,75%	124,67%	101,07%	104,49%	106,98%	100,35%	101,20%
Taux actuariel	1,29%	2,28%	3,17%	0,19%	0,34%	0,61%	0,92%	-0,04%
Coefficient d'indexation**	-	-	-	-	-	-	-	1,00056

Source : Agence France Trésor

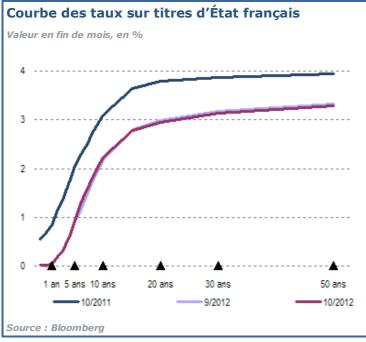
Adjudications de BTF — Octobre 2012

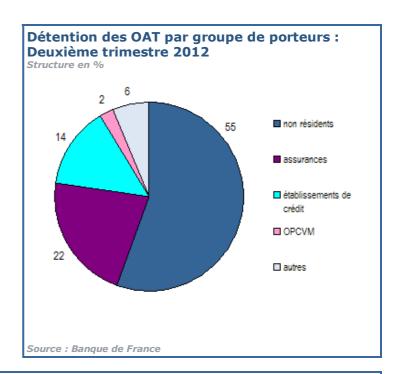
	BTF 3 mois	BTF 6 mois	BTF 12 mois
Date d'ajudication	01/10/2012	01/10/2012	01/10/2012
Ligne	13 semaines	24 semaines	50 semaines
Date de règlement	04/10/2012	04/10/2012	04/10/2012
Echéance	03/01/2013	21/03/2013	19/09/2013
Volume adjugé*	3 993	1 693	1 295
ONC après adjudication*	135	0	0
Volume total émis*	4 128	1 693	1 295
Taux moyen pondéré	-0,017%	-0,009%	0,025%
Date d'ajudication	08/10/2012	08/10/2012	08/10/2012
Ligne	12 semaines	23 semaines	49 semaines
Date de règlement	11/10/2012	11/10/2012	11/10/2012
Echéance	03/01/2013	21/03/2013	19/09/2013
Volume adjugé*	3 796	1 595	1 598
ONC après adjudication*	0	0	120
Volume total émis*	3 796	1 595	1 718
Taux moyen pondéré	-0,018%	-0,010%	0,018%
Date d'ajudication	15/10/2012	15/10/2012	15/10/2012
_igne	13 semaines	22 semaines	52 semaines
Date de règlement	18/10/2012	18/10/2012	18/10/2012
Echéance	17/01/2013	21/03/2013	17/10/2013
Volume adjugé*	3 996	1 197	1 798
ONC après adjudication*	65	0	0
Volume total émis*	4 061	1 197	1 798
Taux moyen pondéré	-0,023%	-0,007%	0,016%
Date d'ajudication	22/10/2012	22/10/2012	22/10/2012
Ligne	12 semaines	25 semaines	51 semaines
Date de règlement	25/10/2012	25/10/2012	25/10/2012
Echéance	17/01/2013	18/04/2013	17/10/2013
Volume adjugé*	3 795	1 760	1 392
ONC après adjudication*	178	0	51
Volume total émis*	3 973	1 760	1 443
Taux moyen pondéré	-0,027%	-0,011%	0,022%
Date d'ajudication	29/10/2012	29/10/2012	29/10/2012
Ligne	13 semaines	24 semaines	50 semaines
Date de règlement	31/10/2012	31/10/2012	31/10/2012
Echéance	31/01/2013	18/04/2013	17/10/2013
Volume adjugé*	3 995	1 594	1 191
ONC après adjudication*	0	0	0
Volume total émis*	3 995	1 594	1 191
Taux moyen pondéré	-0,022%	-0,012%	0,015%
en millions d'euros urce : Agence France Trésor			

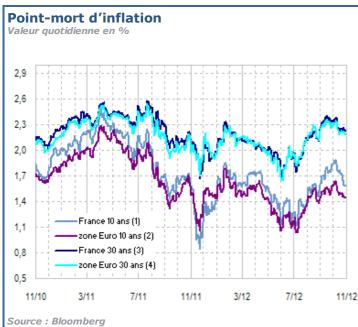




^{*} en millions d'euros ** à la date de règlement







- (1) écart entre le rendement de l'OAT 3,75% avril 2017 et le rendement del'OATi 1% juillet 2017
- (2) écart entre le rendement de l'OAT 4,25% avril 2019 et le rendement del'OATCi 2,25% juillet 2020
- (3) écart entre le rendement de l'OAT 5,5% avril 2029 et le rendement del'OATi 3,4% juillet 2029
- (4) écart entre le rendement de l'OAT 5,75% octobre 2032 et le rendementde l'OAT€i 3,15% juillet 2032

Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt ('swaps')

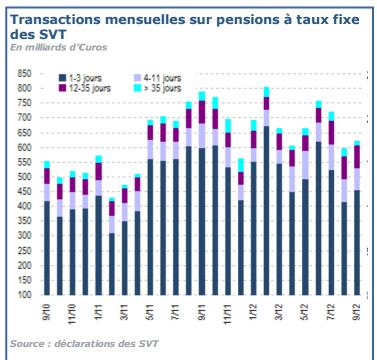
	fin 2005	fin 2006	fin 2007	fin 2008	fin 2009	fin 2010	fin 2011	fin sept. 2012	fin oct. 2012
Encours de la dette négociable	877	877	921	1 017	1 148	1 229	1 313	1 380	1 377
dont titres indexés	90	110	132	152	148	159	166	168	171
OAT	593	610	641	681	719	816	888	946	938
BTAN	189	200	202	198	215	226	247	257	265
BTF	95	66	78	138	214	187	178	176	173
Encours de swaps	52	44	42	28	20	16	13	11	11
Durée de vie moyenne de la dette	négociable								
avant swaps	6 ans	7 ans	7 ans	6 ans	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans
	267 jours	45 jours	51 jours	292 jours	246 jours	68 jours	57 jours	30 jours	59 jours
après swaps	6 ans	7 ans	7 ans	6 ans	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans
	228 jours	16 jours	29 jours	276 jours	233 jours	60 jours	52 jours	27 jours	56 jours

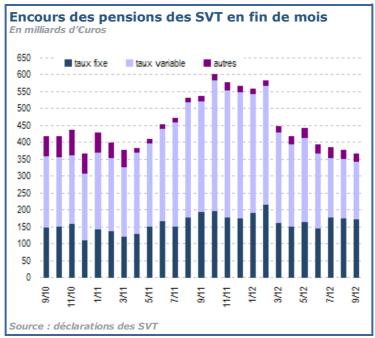
Source : Agence France Trésor

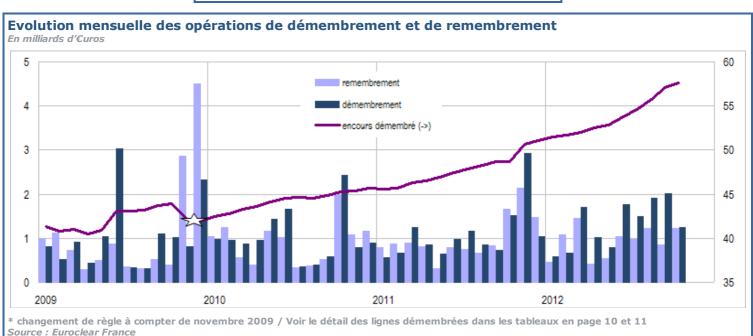














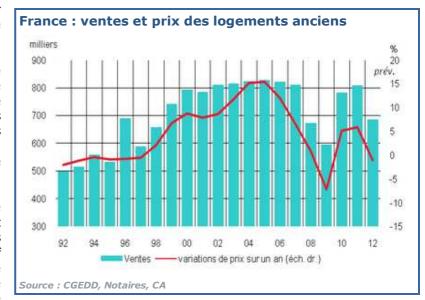


Immobilier: une exception française?

Par Olivier ELUERE, Économiste, Crédit Agricole S.A.

Au cours de la décennie 1998-2007, l'immobilier résidentiel a connu une croissance très soutenue dans la plupart des pays européens (à l'exception de l'Allemagne). Certains pays ont aussi vu l'émergence d'une bulle immobilière et/ou d'une croissance forte du crédit. La récession de 2008-2009 a donné un coup d'arrêt à ce mouvement ; les marchés immobiliers résidentiels sont depuis lors en phase de correction (parfois très sévère comme en Espagne ou en Irlande). Partout, sauf en France, où le marché est resté dynamique en 2010-2011.

Des signes d'ajustement sont toutefois à l'œuvre depuis le début de l'année 2012. Celui-ci est net sur les volumes de ventes : -16% sur un an dans l'ancien au deuxième trimestre, -14% dans le neuf (promoteurs). Les investissements locatifs dans le neuf baissent fortement (ils devraient reculer de l'ordre de 30 % cette année). La construction se



retourne. La production de crédits à l'habitat est en recul sensible. En revanche, les prix se stabilisent, mais ne baissent pas, ou peu, et résistent pour l'instant au recul des ventes.

Sommes-nous à l'amorce d'une correction très marquée ? Cette crainte est selon nous exagérée. On s'achemine plutôt vers une baisse graduelle, qui s'étalera sur plusieurs années. Deux processus se combinent : un ajustement conjoncturel lié à l'environnement économique et aux mesures fiscales ; une résistance relative permise par des fondamentaux structurels favorables.

La demande est affectée par la baisse du pouvoir d'achat et la remontée continue du taux de chômage. Les prix des logements sont très élevés et surévalués, dans certaines zones tendues, en particulier en Ile-de-France, au vu des niveaux atteints par les taux d'effort théoriques des emprunteurs, c'est-à-dire la charge annuelle de remboursement d'un crédit habitat rapportée au revenu annuel du ménage acquéreur. Enfin, une série de mesures de resserrement budgétaire mises en place en 2011 et 2012 affecte l'investissement locatif (réduction de l'abattement sur les plus-values immobilières, hausse des prélèvements sociaux sur les revenus du capital) et les acheteurs classiques (recentrage du prêt à taux zéro plus sur le neuf). En 2013, le dispositif Scellier sera remplacé par un nouveau dispositif, relativement attractif, mais soumis à davantage de contraintes sociales et au plafonnement des niches fiscales.

En sens inverse, les fondamentaux du marché restent favorables. Les moteurs classiques continuent à jouer, démographie, préparation de la retraite et effet valeur refuge. Il n'y a pas d'excès d'offre de logements mais plutôt une insuffisance structurelle, notamment en Ile de France. L'offre de crédit est de surcroît restée prudente. L'octroi d'un prêt habitat est fondé essentiellement sur la capacité de remboursement de l'emprunteur, et non sur la valeur et la qualité du bien. La France n'a pas développé un éventail de crédits non standards. Les prêts sont très majoritairement à taux fixe et les maturités restent raisonnables (18,5 ans en moyenne pour le flux de prêts en 2011). Les ratios d'encours de créances douteuses sur l'habitat sont faibles, 1,26 % en 2011. Au vu des enquêtes récentes, les critères d'octroi de crédit habitat n'ont été que légèrement resserrés fin 2011 et début 2012 et sont restés inchangés sur les derniers mois. Même si le taux d'endettement global des ménages s'est accru, il reste gérable (82,1% de leur revenu disponible brut en mars 2012) et il ne s'agit donc pas ici de purger un excès de crédit. L'ajustement devrait donc se faire peu à peu. Les volumes de ventes se replieraient cette année de 15% dans l'ancien et 20 % dans le neuf. En 2013, ils se stabiliseraient dans le neuf et baisseraient modérément dans l'ancien. Les baisses de prix pourront être sensibles sur certains segments mais resteraient mesurées au niveau global, -4 % sur un an dans l'ancien en glissement en 2012 suivi d'une nouveau recul de -5 à -6 % en glissement en 2013.

Avertissement : en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le Ministère de l'Économie et des Finances.





Économie française

Prévisions macroéconomiques

Taux de croissance en %

	2011	2012	2013	
PIB français	1,7	0,3	0,8	
PIB zone euro	0,8	-2,1	0,4	
Consommation des ménages	0,3	0,2	0,3	
Investissement des entreprises	5,1	0,1	1,5	
Exportations	5,3	2,7	4,8	
Importations	4,9	1,3	3,8	
Prix à la consommation	2,1	2,0	1,8	
(moyenne annuelle)	-, '	-,0	1,0	

Source: PLF 2013 (28/09/2012)

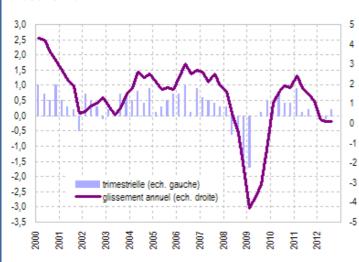
Derniers indicateurs conjoncturels						
Production industrielle*, glissement annuel	-2,1%	9/2012				
Consommation des ménages, glissement annuel	-0,5%	9/2012				
Taux de chômage (BIT)	10,2%	6/2012				
Prix à la consommation,						
glissement annuel						
ensemble	1,9%	10/2012				
ensemble hors tabac	1,7%	10/2012				
Solde commercial, fab-fab, cvs	-5,0 Md€	9/2012				
	-5,3 Md€	8/2012				
Solde des transactions courantes, cvs	-3,3 Md€	9/2012				
	-3,6 Md€	8/2012				
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	2,18%	31/10/2012				
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	0,197%	31/10/2012				
Euro / dollar	1,2993	31/10/2012				
Euro / yen	103,78	31/10/2012				

^{*} produits manufacturés

Source : Insee; MINEFI; Banque de France

Taux de change de l'euro

Produit intérieur brut aux prix de l'année précédente chainés . Variation en %



Source : Insee, Comptes nationaux trimestriels

Source : Ministère de l'Économie et des Finances

Valeurs quotidiennes 1,60 135 Euro/dollar (ech. gauche) 1,55 130 Eurołyen (ech. droite) 1,50 125 1,45 1,40 120 1,35 115 1,30 110 1,25 1,20 105 1,15 100 1,10 95 1,05 1,00 90 11/10 5/12 5/11 8/11 11/11 2/12 8/12 11/12 2/11

Source : Banque Centrale Européenne

Situation mensuelle du budget de l'Etat

En miliaras a euros						
			niveau à la fin septembre			
	2010	2011	2010	2011	2012	
Solde du budget général	-150,80	-90,09	-105,75	-62,72	-61,66	
recettes	274,89	275,23	204,39	207,25	211,64	
dépenses	425,69	365,32	310,14	269,97	273,31	
Solde des comptes spéciaux du Trésor	2,00	-0,63	-18,42	-29,97	-23,30	
Solde général d'exécution	-148,80	-90,72	-124,17	-92,68	-84,96	

Finances publiques : déficit et dette En % du PIB 92 88 8 84 80 6 76 72 68 64 60 56 52 2013 2003 2017 ĝ ğ 2007 déficit (échelle gauche) dette (échelle droite) hors impact des garanties européennes dette (échelle droite) avec impact des garanties européennes

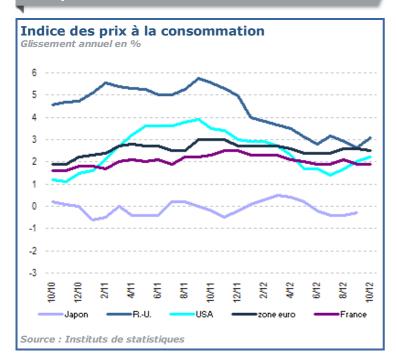
Source: PLF 2013 (28/09/2012)





alendrier des indicateurs économiques français	
Décembre 2012	Janvier 2013
06/12 Demandeurs d'emploi 2012 T3 (BIT)	31/01 Consommation des ménages en produits manufacturés en décembre
07/12 Commerce extérieur en octobre	10/01 Production industrielle en novembre
10/12 Production industrielle en octobre	23/01 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de janvier
11/12 Emploi salarié : 2012 T3	25/01 Demandeurs d'emploi en décembre
12/12 Balance des paiements en octobre	31/01 Prix à la production dans l'industrie : indice de décembre
12/12 Prix à la consommation : indice de novembre	31/01 Consommation des ménages en produits manufacturés en décembre
14/12 Inflation (IPCH) : indice de novembre	08/01 Commerce extérieur en novembre
21/12 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de décembre	09/01 Eurozone economic outlook - 1er trimestre 2013
26/12 Construction neuve en novembre	10/01 Prix à la consommation : indice de décembre
27/12 Dette trimestrielle des administrations publiques 2012 T3	11/01 Balance des paiements en novembre
27/12 Demandeurs d'emploi en novembre	16/01 Inflation (IPCH) : indice de décembre
28/12 Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés 2012 T3	28/01 Construction neuve en décembre
28/12 Consommation des ménages en produits manufacturés en novembre	29/01 Conjoncture auprès des ménages : enquête de janvier
	29/01 Conjoncture auprès des ménages : enquête de janvier

Comparaisons internationales









Dette négociable de l'État

BTAN au 31 octobre 2012

En euros

CODE ISIN Euroclear France	Libellé de l'emprunt	Encours	CODE ISIN Euroclear France	Valeur nominale
	Échéance 2013	46 086 000 000		
FR0113087466	BTAN 3,75% 12 janvier 2013	17 655 000 000		
FR0114683842	BTAN 4,5% 12 juillet 2013	17 725 000 000		
FR0119580019	BTAN 2% 25 septembre 2013	10 706 000 000		
	Échéance 2014	71 352 000 000		
FR0116114978	BTAN 2,5% 12 janvier 2014	27 707 000 000		
FR0116843535	BTAN 3% 12 juillet 2014	30 119 000 000		
FR0120634490	BTAN 0,75% 25 septembre 2014	13 526 000 000		
	Échéance 2015	52 924 000 000		
FR0117836652	BTAN 2,5% 15 janvier 2015	23 415 000 000		
FR0118462128	BTAN 2% 12 juillet 2015	29 509 000 000		
	Échéance 2016	60 212 637 340		
FR0119105809	BTAN 2,25% 25 février 2016	24 423 000 000		
FR0119580050	BTAN 2,5% 25 juillet 2016	26 119 000 000		
FR0119105791	BTANi 0,45% 25 juillet 2016	9 670 637 340 (1)	1,04187	9 282 000 000
	Échéance 2017	34 787 000 000		
FR0120473253	BTAN 1,75% 25 février 2017	20 302 000 000		
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	14 485 000 000		

Total BTAN	265 361 637 340
Durée de vie moyenne	2 ans et 147 jours

(1) Encours BTAN indexés = valeur nominale x coefficient d'indexation





OAT au 31 octobre 2012

En euros

CODE ISIN Euroclear France	Libellé de l'emprunt	Encours	Coefficient d'indexation	Valeur nominale	Démembré
	Échéance 2012	5 431 123 869			
FR0000570780	OAT 8,5% 26 décembre 2012	5 431 123 869			C
	Échéance 2013	60 520 939 455			
FR0000188989	OAT 4% 25 avril 2013	21 639 933 879			C
FR0000188955	OATi 2,5% 25 juillet 2013	17 807 847 897 (1)	1,18453	15 033 682 471	C
FR0010011130	OAT 4% 25 octobre 2013	21 073 157 679			C
	Échéance 2014	46 043 074 224			
FR0010061242	OAT 4% 25 avril 2014	24 459 102 234			C
FR0010112052	OAT 4% 25 octobre 2014	21 583 971 990			C
	Échéance 2015	74 140 724 733			
FR0010163543	OAT 3,5% 25 avril 2015	24 412 313 893			(
FR0010135525	OAT€i 1,6% 25 juillet 2015	16 492 410 840 (1)	1,17367	14 052 000 000	(
FR0010216481	OAT 3% 25 octobre 2015	33 236 000 000	•		(
	Échéance 2016	57 859 000 000			
FR0010288357	OAT 3.25% 25 avril 2016	29 070 000 000			(
FR0000187361	OAT 5% 25 octobre 2016	28 789 000 000			465 263 600
	Échéance 2017	79 269 700 900			
FR0010415331	OAT 3,75% 25 avril 2017	30 235 000 000			(
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	22 711 700 900 (1)	1,12462	20 195 000 000	(
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	26 323 000 000	1,12102	20 100 000 000	(
	Échéance 2018	52 202 365 600			
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	25 520 000 000			(
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	2 572 365 600 (1)	1,02078	2 520 000 000	(
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	24 110 000 000	1,02070	2 020 000 000	
1110010010101	Échéance 2019	76 359 962 153			
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	29 712 000 000			(
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	9 702 952 800 (1)	1,05835	9 168 000 000	(
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893	1,00000	3 100 000 000	5 605 300 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	28 078 000 000			3 003 300 10
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	22 616 460 (2)		6 692 154	`
11(0000370334	Échéance 2020	84 540 856 500		0 092 134	
ED0010854182		29 871 000 000			
FR0010854182 FR0010050559	OAT 3,5% 25 avril 2020 OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	23 924 856 500 (1)	1,19774	19 975 000 000	(
FR0010030339 FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	30 745 000 000	1,19774	19 975 000 000	
FR0010949031					
ED0010102007	Échéance 2021	63 182 818 500			
FR0010192997	OAT: 0.1% 25 avril 2021	31 402 000 000	1 00000	2 005 000 000	
FR0011347046	OAT 3 25% 25 octobro 2021	2 099 818 500 (1)	1,00230	2 095 000 000	
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	29 681 000 000			
ED0000574044	Échéance 2022	57 673 854 740			000 100 10
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			698 468 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	33 062 000 000	4 00 4==	40.004.000.000	
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	17 675 914 750 (1)	1,06475	16 601 000 000	(
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	5 692 000 000			

OATi : OAT indexée sur l'indice français des prix à la consommation (hors tabac) OAT€i : OAT indexée sur l'indice des prix à la consommation harmonisé de la zone euro (hors tabac)





⁽¹⁾ Encours OAT indexées = valeur nominale x coefficient d'indexation
(2) y compris intérêts capitalisés au 31/12/2010; non offerte à la souscription
(3) valeur actualisée au 28/03/2010; non offerte à la souscription

Dette négociable de l'État

OAT au 31 octobre 2012

En euros

CODE ISIN Euroclear France	Libellé de l'emprunt	Encours	Coefficient d'indexation	Valeur nominale	Démembré
	Échéance 2023	55 252 084 463			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			6 328 925 000
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	11 416 888 560 (1)	1,09023	10 472 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	33 229 000 000			239 952 000
	Échéance 2025	17 780 928 118			
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	17 780 928 118			3 049 326 900
	Échéance 2026	30 306 000 000			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	30 306 000 000			207 550 000
	Échéance 2027	9 852 444 160			
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	6 056 444 160 (1)	1,04928	5 772 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	3 796 000 000			0
	Échéance 2028	19 091 126			
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	19 091 126 (3)		46 232 603	
	Échéance 2029	33 797 629 461			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	24 265 880 458			4 423 409 500
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	9 531 749 003 (1)	1,24287	7 669 144 000	0
	Échéance 2032	34 412 954 900			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	11 681 632 300 (1)	1,21355	9 626 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	22 731 322 600			11 606 499 000
	Échéance 2035	19 089 000 000			
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	19 089 000 000			5 484 186 000
	Échéance 2038	23 889 000 000			
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	23 889 000 000			4 611 850 000
	Échéance 2040	9 413 548 360			
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	9 413 548 360 (1)	1,12414	8 374 000 000	0
	Échéance 2041	23 650 000 000			
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	23 650 000 000			6 347 100 000
	Échéance 2055	14 926 000 000			
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			5 342 167 000
	Échéance 2060	8 852 000 000			
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	8 852 000 000			3 173 400 000

Total OAT	938 465 101 262
Encours démembré	57 583 397 500
En % des lignes démembrables	6,3%
Durée de vie moyenne	9 ans et 280 jours

- (1) Encours OAT indexées = valeur nominale x coefficient d'indexation (2) y compris intérêts capitalisés au 31/12/2010 ; non offerte à la souscription
- (3) valeur actualisée au 28/03/2010 ; non offerte à la souscription

OATi : OAT indexée sur l'indice français des prix à la consommation (hors tabac)

OATEi : OAT indexée sur l'indice des prix à la consommation harmonisé de la zone euro (hors tabac)





Dette négociable de l'État

BTF au 31 octobre 2012

En euros

	Échéance	Encours
BTF	8 novembre 2012	7 991 000 000
BTF	15 novembre 2012	6 877 000 000
BTF	22 novembre 2012	7 993 000 000
BTF	29 novembre 2012	7 027 000 000
BTF	6 décembre 2012	8 282 000 000
BTF	20 décembre 2012	7 596 000 000
BTF	27 décembre 2012	7 507 000 000
BTF	3 janvier 2013	7 924 000 000
BTF	10 janvier 2013	7 341 000 000
BTF	17 janvier 2013	8 034 000 000
BTF	24 janvier 2013	6 462 000 000
BTF	31 janvier 2013	3 995 000 000
BTF	7 février 2013	8 298 000 000
BTF	21 février 2013	6 391 000 000
BTF	7 mars 2013	7 758 000 000
BTF	21 mars 2013	6 205 000 000
BTF	4 avril 2013	8 182 000 000
BTF	18 avril 2013	3 354 000 000
BTF	2 mai 2013	8 397 000 000
BTF	30 mai 2013	7 403 000 000
BTF	27 juin 2013	7 772 000 000
BTF	25 juillet 2013	6 620 000 000
BTF	22 août 2013	5 617 000 000
BTF	19 septembre 2013	6 030 000 000
BTF	17 octobre 2013	4 432 000 000

Total BTF	173 488 000 000
Durée de vie moyenne	123 jours

Réserve de titres de la Caisse de la dette publique au 31 Oct. 2012

néant

Dette négociable de l'État au 31 Oct. 2012

Encours total	1 377 314 738 602
Durée de vie moyenne	7 ans et 59 jours



